

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### BUDGET 2020 : LE BATIMENT EN COLERE !

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2020 dévoilé par le gouvernement révèle un tir croisé sur le secteur du bâtiment et ses marchés.

Outre les mauvaises nouvelles concernant la complexité et la baisse des aides lors de la transformation du CITE en prime, il confirme la suppression du PTZ neuf hors grandes agglomérations. La fracture territoriale s'en trouvera accentuée et le mitage du territoire, accéléré.

Par ailleurs, les artisans et entrepreneurs du bâtiment subiront une double peine dans leur cycle d'exploitation. Premièrement, avec la suppression de l'accès au gasoil non routier (GNR), mesure qui n'a rien d'écologique en l'absence de matériels « verts » alternatifs ; deuxièmement, avec le rabotage de la déduction forfaitaire spécifique (DFS), qui n'a rien de social puisqu'il va renforcer la concurrence du travail illégal en augmentant les charges sociales sur les salaires du secteur.

Pour Jacques Chanut, président de la FFB « *après la mise en place de l'IFI, la suppression de l'APL accession, le rabotage du PTZ neuf en zones B2 et C et l'élagage du Pinel en B2 intervenus en 2018, puis le tour de vis sur le CITE de 2019, ce troisième budget consécutif à la baisse pour la construction menace l'un des seuls secteurs qui tire la croissance en France. Veut-on casser l'outil ? En effet, ce PLF est néfaste à l'activité et à l'emploi dans le bâtiment mais rappelons que ce sont les députés et sénateurs qui ont la responsabilité du vote de la loi. Nous demandons à nos fédérations départementales, à nos artisans et entrepreneurs, d'aller au contact de leurs parlementaires pour leur proposer les indispensables mesures correctives pour sauvegarder l'emploi sur l'ensemble du territoire national.* »

**Contact :**

Anaïk CUCHEVAL - Tél. : 01 40 69 51 39

[cuchevala@national.ffbatiment.fr](mailto:cuchevala@national.ffbatiment.fr) - [@AnaikCucheval](https://twitter.com/AnaikCucheval)